



PRÉFET DE LA RÉGION BRETAGNE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement de Bretagne

Arrêté préfectoral portant décision après examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement

Le Préfet de la région Bretagne

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 modifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 janvier 2017, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 19 novembre 2025 portant nomination de M. Franck ROBINE préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 septembre 2021 nommant M. Eric FISSE directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne, à compter du 1^{er} novembre 2021 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2/2025/DREAL/DSG du 8 décembre 2025 portant délégation de signature à M. Eric FISSE, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne ;

Vu l'arrêté préfectoral du 08 décembre 2025 portant subdélégation de signature à Mme Aurélie MESTRES et M. Yves SALAÜN, respectivement directrice adjointe et directeur adjoint de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne ;

Vu le dossier de demande d'examen au cas par cas n° 008743/KKP relatif au projet **de premier boisement - Manoir du LAZ - sur la commune d'Arzano (29), déposé par la SCI du LAZ**, reçu et considéré complet le 14/11/2025 ;

Considérant que ce projet relève de la catégorie n°47-c) : « Premiers boisements d'une superficie totale de plus de 0,5 hectare » du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;

Considérant la nature du projet :

- de premier boisement en chêne sessile comme essence principale, accompagnée de divers feuillus et résineux pour une surface de 1,74 ha sur une parcelle cadastrale de 4,8 ha, actuellement en prairie fauchée annuellement.

Considérant la localisation de ce projet :

- dans une zone classée A (secteur agricole général) au PLUI de Quimperlé Communauté, approuvé le 9 février 2023 ;
- dans le périmètre d'un site inscrit au titre des monuments historiques (Manoir du Laz) ;
- dans la zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) de type 2 "Bassin versant de l'Elle" ;
- sur une parcelle entourée de bocage.

Considérant que :

- les relevés floristiques n'ont pas identifié d'essences de milieux d'intérêts écologiques sur la parcelle ;
- la préservation du bocage périphérique, des talus arborés et d'une futaie adulte de chêne sur 1,39 ha permet de maintenir des habitats et des continuités écologiques ;
- les travaux de préparation du sol et de plantation sont localisés et respectent les périodes de nidification, avec un entretien mécanique hors période sensible ;
- le projet ne prévoit pas de clôture.

Considérant que le projet, au vu des éléments fournis, n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de la directive européenne susvisée et ne justifie pas la réalisation d'une évaluation environnementale ;

Arrête :**Article 1^{er}**

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet de **premier boisement - Manoir du LAZ sur la commune d'Arzano (29), déposé par la SCI du LAZ** est dispensé de la production d'une étude d'impact.

Article 2

La présente décision est délivrée au regard des informations contenues dans le formulaire et ses annexes. Elle peut être remise en cause si les résultats d'études ultérieures mettent en évidence des impacts ou une sensibilité particulière du milieu.

Article 3

Cette décision, délivrée en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres procédures et autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis. Par ailleurs, l'absence de réalisation d'une étude d'impact ne dispense pas le pétitionnaire de mettre en œuvre les principes généraux énoncés à l'article L 110-1 du code de l'environnement, particulièrement en ce qui concerne le principe d'action préventive et de correction.

Article 4

Le présent arrêté sera transmis au pétitionnaire, avec copie au Préfet du département concerné. Par ailleurs, il sera publié sur le site Internet de la DREAL Bretagne.

Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation,

signé